



En partenariat avec

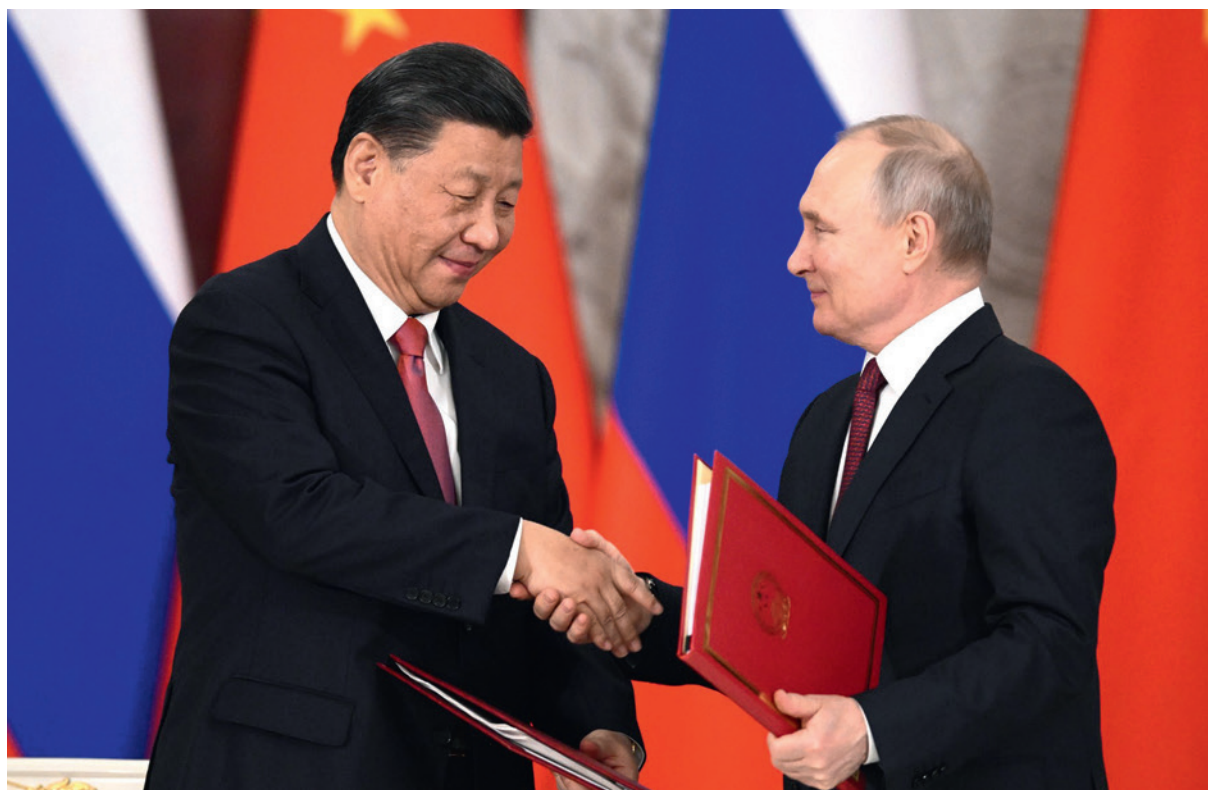
CQEG
Conseil québécois
d'études géopolitiques

analyse

Par **Olga V. Alexeeva**,
professeure d'histoire de
la Chine à l'Université du
Québec à Montréal (UQAM)
et **Frédéric Lasserre**,
directeur du Conseil
québécois d'études
géopolitiques (CQEG) de
l'Université Laval.

Photo ci-dessus :

Invité en Russie pour une
visite d'État de trois jours, le
président chinois Xi Jinping
a été reçu à Moscou par son
homologue russe Vladimir
Poutine afin notamment
d'aborder la situation en
Ukraine et pour signer « une
déclaration commune sur
l'approfondissement des
relations de partenariat
exhaustif et de relation
stratégique entrant dans une
nouvelle ère ». Xi Jinping
a profité de sa visite pour
inviter son homologue russe
au Forum des nouvelles
routes de la soie qui aura
lieu en Chine en 2023, mais
également pour souhaiter la
victoire de Vladimir Poutine
lors des élections russes
de 2024 — trois jours après
l'émission par la CPI d'un
mandat d'arrêt contre ce
dernier pour crime de guerre.
(© Kremlin.ru)



Le partenariat Chine-Russie : vers une alliance entre autoritarismes ?

La guerre en Ukraine a placé la Chine face à un dilemme : comment
rester intégrée dans l'économie globale et le système international
tout en préservant le partenariat stratégique avec la Russie ?

Contrairement aux pays occidentaux, la Chine n'a pas officiellement condamné l'invasion russe de l'Ukraine et a choisi d'adopter une stratégie de neutralité ambiguë drapée dans les formulations diplomatiques générales, mettant en avant les principes de la non-ingérence et du respect de la souveraineté et de l'intégrité territoriale des États. Toutefois, dans ses communications officielles, Pékin met l'accent sur le rôle des États-Unis et de l'OTAN dans le déclenchement du conflit, et non pas sur les actions russes en Ukraine. Ainsi, bien que Pékin n'apporte pas à Moscou de soutien économique et politique conséquent, notamment par crainte des sanctions occidentales, il l'appuie dans son discours et résiste aux appels de la communauté internationale visant à l'aider à contenir la Russie. Loin d'affaiblir le partenariat Chine-Russie existant, la guerre en Ukraine semble renforcer leur coopération économique et idéo-

logique qui commence à prendre des allures d'un pacte de solidarité entre deux régimes autoritaires face au positionnement des Occidentaux comme bloc démocratique et libéral.

Convergence entre les discours officiels russe et chinois

Dès le début de la guerre, dans l'espace médiatique, on voit une véritable convergence entre le discours de Moscou et celui de Pékin. Selon les données du VGTRK, la plus grande entreprise de médias d'État russe dont la correspondance a été piratée et rendue publique par un groupe de hackers pro-ukrainiens en mars 2022, les modalités de cette convergence ont été officiellement définies par un accord sino-russe du niveau ministériel, signé en juillet 2021 (1). Cet accord prévoit la coordination médiatique et la promotion des discours « corrects »



sur les sujets sensibles. Concrètement, cela veut dire que les sources d'information russes — Sputnik News, Tass, Russia Today — prédominent dans la couverture médiatique chinoise de la guerre. Ainsi, si les violences de la guerre et les détails sordides des crimes de guerre commis par l'armée russe restent rarement mentionnés, les *fake news* sur la présence des biolaboratoires américains en Ukraine issus de la propagande du Kremlin ont été largement diffusées en Chine. En parallèle, les médias chinois présentent les actions de la Russie en Ukraine comme une conséquence du grand jeu géopolitique lancé par les États-Unis contre la Russie dans le but de l'affaiblir. Ce faisant, ils utilisent un langage bien spécifique qui cherche à mettre en valeur certains arguments et à en occulter d'autres susceptibles de contredire voire de compromettre la logique du discours officiel. Ainsi, tout comme leurs homologues russes,

Ajustement de la stratégie chinoise vis-à-vis de l'Ukraine

Dès le début du conflit, Pékin utilise une stratégie de neutralité ambiguë qui l'a déjà bien servi en 2014 et qui, à l'époque, lui a permis de s'asseoir très confortablement sur deux chaises — rester le partenaire commercial et technologique privilégié de l'Occident tout en solidifiant ses liens stratégiques avec la Russie. Toutefois, en voyant les déboires de l'armée russe et la détermination de l'Occident à s'opposer à l'agression russe, Pékin a légèrement ajusté sa stratégie initiale pour se distancier de la guerre et démontrer que la Chine demeure neutre tout en œuvrant pour une solution pacifique. À partir du mois d'avril, les médias chinois ne consacrent désormais que très peu de leur temps d'antenne au conflit. Dans son discours officiel, Pékin dit à ses différents partenaires ce qu'ils veulent entendre.



“ Un accord sino-russe du niveau ministériel, signé en juillet 2021, prévoit la coordination médiatique et la promotion des discours « corrects » sur les sujets sensibles. Concrètement, cela veut dire que les sources d'information russes prédominent dans la couverture médiatique chinoise de la guerre en Ukraine. ”



les journalistes chinois n'utilisent pas le mot « invasion » pour décrire le conflit en Ukraine, en lui préférant les termes qui sont à la fois plus neutres et englobants afin de dédramatiser l'impact global de l'événement : « crise », « tensions », « situation » ou « problème ». Quant à l'aide militaire que l'Occident accorde à Kyiv et aux sanctions imposées à l'encontre de la Russie, les Chinois les présentent comme les principales raisons pour lesquelles les pourparlers de paix ne se tiennent pas — pourparlers que Pékin préconise comme la seule voie possible vers une solution durable au conflit. Ainsi, dans l'espace médiatique chinois et russe, les États-Unis apparaissent comme une puissance arrogante et égoïste, prête à sacrifier des milliers de vies ukrainiennes pour promouvoir ses intérêts économiques et géopolitiques. La Chine et la Russie sont, elles, présentées comme des puissances qui tiennent tête à l'impérialisme américain et qui œuvrent à la promotion du multilatéralisme dans les relations internationales. La diffusion officielle de la propagande du Kremlin et le caractère ouvertement anti-américain des communications officielles, malgré les risques que cela représente dans un contexte de la montée importante d'un nationalisme volontiers revanchard et guerrier en Chine, permettent à Pékin de justifier son appui tacite en faveur de Moscou aux yeux de la population chinoise.

Pour rassurer les Occidentaux, ou plutôt les Européens, Pékin souligne que la Chine respecte la souveraineté de l'Ukraine, que Xi Jinping n'a pas eu pleinement conscience des projets d'invasion de la Russie et que la Chine ne reconnaît pas l'annexion de territoires ukrainiens par la Russie. Aux Russes, Pékin réitère son soutien moral, en continuant d'affirmer officiellement que la crise a été provoquée par l'OTAN et que la Chine n'adhère pas à la politique des sanctions occidentales. Sans surprise, cet ajustement de stratégie a été interprété de manière très différente en Occident et en Russie. En Occident, certains y ont vu un signe que la Chine souhaite contenir les élans de Vladimir Poutine, en citant par exemple la déclaration commune de Xi Jinping et de Joe Biden à l'issue de leur réunion en marge du sommet du G20 à Nusa Dua (Indonésie), en novembre 2022. Les présidents chinois et américain se sont alors opposés à un recours ou menace de recours aux armes nucléaires en Ukraine, ce qui a été présenté par les médias occidentaux comme une sorte d'avertissement à l'encontre de Vladimir Poutine, bien que les Chinois adhèrent à une politique de non-recours en premier aux armes nucléaires et s'opposent à toute activité de prolifération depuis des années. Cette déclaration de Xi Jinping ne constitue donc pas un changement de position officielle de Pékin — une position qui ne l'empêche pas par ailleurs de moderniser à grands

Photo ci-dessus :

Si Pékin n'a pas condamné publiquement l'invasion russe en Ukraine et s'est montré critique vis-à-vis des États-Unis et de l'OTAN pour ne pas avoir pris en compte les préoccupations russes, elle a néanmoins proposé le 24 février 2023 sa « position sur le règlement politique de la crise ukrainienne » en douze points. Le 20 mars, une note du ministère chinois des Affaires étrangères rappelait que « le seul qui puisse résoudre le problème est celui qui l'a créé. La clé de la résolution de la crise ukrainienne n'est pas dans les mains de la Chine, mais dans les mains des États-Unis et de l'Occident ». (© Shutterstock)



pas son propre arsenal nucléaire. La dernière rencontre entre les présidents russe et chinois, lors du sommet de l'Organisation de coopération de Shanghai (OCS) à Samarcande (Ouzbékistan), en septembre 2022, a également suscité nombre de spéculations. En effet, lors d'un court communiqué public qui précédait la rencontre, Vladimir Poutine a exprimé son appréciation de « la position équilibrée des amis chinois en relation avec la crise ukrainienne » et s'est empressé d'assurer à Xi Jinping qu'il « comprend ses questionnements et ses inquiétudes à ce sujet » et qu'il allait « expliquer de façon plus détaillée sa position sur cette question » lors de la présente rencontre (2). Cette phrase a été interprétée comme un signe de l'existence de tensions entre les deux chefs d'État, voire comme une expression de faiblesse de la part du maître du Kremlin, obligé de se justifier auprès de Xi Jinping de manière aussi publique. En Russie, les

guerre en Ukraine a détruit ses liens économiques avec l'Union européenne (UE), ce qui l'affaiblit tout en la plaçant dans une dépendance plus profonde envers Pékin. La Chine lui a jeté une sorte de bouée de sauvetage en continuant d'acheter ses ressources naturelles (pétrole, gaz, charbon, bois, etc.), mais à des prix largement en deçà de ceux du marché global. En parallèle, les marques chinoises occupent des niches laissées par le départ des entreprises occidentales, japonaises et sud-coréennes. Il s'agit surtout des produits de consommation qui ne sont pas touchés par les sanctions occidentales et qui sont fabriqués par les PME chinoises. Toutefois, les géants de la tech et les grandes entreprises industrielles ont adopté une position plus prudente en choisissant pour la plupart de respecter les termes des sanctions introduites à l'encontre de la Russie. Dans ce contexte, il n'est pas étonnant qu'en 2022 le volume des échanges commerciaux sino-russes ait augmenté de 29,3 % et ait atteint un niveau record (190,27 milliards de dollars) (5). Néanmoins, il faut être prudent vis-à-vis de ces chiffres qui servent à appuyer la



“ La guerre en Ukraine a détruit les liens économiques de la Russie avec l'Union européenne, ce qui l'affaiblit tout en la plaçant dans une dépendance plus profonde envers Pékin. ”

Photo ci-dessus :

Vue aérienne sur le gazoduc *Force de Sibérie*. Le 21 mars 2023, Vladimir Poutine et Xi Jinping se félicitaient de l'accord concernant la construction d'un nouveau gazoduc vers la Chine, baptisé *Force de Sibérie 2*, qui permettra à terme de transporter 50 milliards de m³ de gaz par an. Si aucun calendrier n'a été précisé, et afin de répondre à sa demande croissante, l'objectif est de livrer à la Chine « d'ici 2030 » au moins 98 milliards de m³ de gaz et 100 millions de tonnes de GNL par an. Si rien n'est encore officiellement signé, l'attentisme de Pékin traduit sa volonté de ne pas dépendre à l'excès de la Russie. (© Shutterstock)

médias officiels ont choisi de mettre l'accent sur d'autres déclarations et événements pour illustrer le soutien total et indéfectible de Pékin en faveur des agissements russes en Ukraine. Par exemple, en juillet 2022, le ministre des Affaires étrangères chinois, Wang Yi, a affirmé que, bien que la Chine ne soit pas partie prenante de la crise ukrainienne, elle ne reste pas inactive et continue à faire preuve de fermeté et de persévérance en appelant à la paix et en favorisant les pourparlers (3). Ces propos ont été largement diffusés en Russie en version modifiée — la partie sur la paix et les pourparlers ayant été coupée —, afin d'affirmer que la Chine ne va pas rester les bras croisés et observer passivement l'escalade du conflit en Ukraine, en sous-entendant ainsi que Pékin serait prêt à s'impliquer davantage dans la résolution de cette crise (4), ce qui est loin d'être le cas.

La guerre en Ukraine : impact sur les relations sino-russes à court terme

Malgré toutes les assurances officielles de Pékin et de Moscou sur la stabilité de leurs relations bilatérales, la guerre a bien eu un impact sur le partenariat sino-russe. Elle a accentué les tendances déjà bien amorcées avant. La Chine et la Russie ont des relations à la fois symbiotiques et asymétriques. La Chine monte rapidement en puissance, alors que la Russie stagne : la

propagande du Kremlin sur l'inefficacité des sanctions occidentales. Ainsi, selon le Kremlin, le volume des exportations gazières russes via le gazoduc *Force de Sibérie* a battu tous les records en décembre 2022, ce qui est censé prouver que la Chine peut facilement remplacer l'UE comme le principal acheteur de gaz russe. Mais, en réalité, il n'y a rien de sensationnel dans cette croissance des exportations gazières, bien réelle à court terme : leur volume est supposé augmenter progressivement pour atteindre le volume prévu dans le contrat, à savoir 38 milliards de mètres cubes vers 2025. Cela était donc planifié et ne reflète pas le changement de contexte géopolitique. En revanche, la Chine profite de cet accroissement de ses importations de pétrole et de gaz russe par gazoduc et méthanier (GNL), qu'elle achète à des prix réduits par rapport aux cours mondiaux, mais n'entend pas développer de dépendance trop importante envers la Russie comme fournisseur d'hydrocarbures (6). De plus, sur le moyen terme, la demande chinoise n'augmentera sans doute pas assez pour absorber une part significative du gaz précédemment vendu à l'UE (7). C'est davantage l'Inde qui a considérablement accru ses achats, de pétrole en particulier. Dans une perspective à court terme, le développement du partenariat sino-russe va dépendre de l'issue de la guerre en Ukraine, qui reste incertaine aujourd'hui, un an après le début de l'invasion russe.

Il existe plusieurs scénarios possibles. Si Vladimir Poutine perd dans cette guerre, ou s'il est obligé d'accepter un compromis perçu comme une défaite, la politique de Pékin va dépendre des modalités d'adaptation du régime poutinien à cette nouvelle réalité. Une Russie aux prises avec des conflits politiques internes pourrait se transformer en un foyer d'instabilités aux



frontières chinoises, ce qui n'est pas dans les intérêts de Pékin. La Chine continuerait donc à ménager les sensibilités russes dans le discours mais, dans les faits, Pékin pourrait augmenter sa pression sur Moscou et demander, par exemple, davantage d'appui de ses objectifs géopolitiques dans la région indopacifique. Si le conflit s'enlise dans la durée, la situation dans la région resterait instable et ponctuée de violences sporadiques pendant de longues années. Aux yeux de Pékin, un tel scénario paraît d'emblée moins satisfaisant mais tolérable. Plus la guerre se prolonge et consomme les forces économiques et militaires de la Russie, plus la Chine s'affirme dans son rôle de partenaire indispensable, voire unique, de Moscou. Ce scénario permet à la Russie de garder son potentiel de menace pour la sécurité européenne, ce qui forcerait les Européens à apporter moins de

“ Le conflit en Ukraine semble éroder les derniers vestiges d'autonomie économique et stratégique que Moscou possédait dans ses relations avec Pékin. ”

soutien aux États-Unis dans la région indopacifique en général et dans l'environnement immédiat de la Chine en particulier. Toutefois, l'idée de l'autoritarisme efficace, si chère à Xi Jinping et à Vladimir Poutine, pourrait se voir davantage discréditée qu'elle ne l'est déjà à travers les déboires russes en Ukraine. Les pressions internationales sur la Chine risqueraient d'augmenter et il lui serait plus difficile de maintenir sa neutralité sans en payer le prix, en termes géopolitiques mais aussi économiques. Si Vladimir Poutine gagne cette guerre ou force Kyiv à accepter une paix humiliante, Pékin en serait gagnant sur tous les fronts. La débâcle militaire russe initiale serait oubliée, le blason des régimes autoritaires redoré, le modèle libéral occidental humilié. Dans son discours, Pékin pourrait présenter cette victoire comme une étape dans la transition du leadership mondial des États-Unis vers la Chine en soulignant l'inefficacité des régimes libéraux. La victoire russe pourrait aussi hisser les relations sino-russes à un niveau supérieur avec l'approfondissement de leur coopération militaire et de leur complémentarité économique. Qu'arriverait-il si la Russie utilisait les armes tactiques nucléaires ou si le conflit dépassait les frontières ukrainiennes pour devenir plus généralisé ? Est-ce que la Chine abandonnerait alors son association stratégique avec la Russie ? Il y a peu de chances que cela puisse arriver. Se joindre officiellement aux sanctions occidentales et à la condamnation de la Russie n'est pas dans les intérêts chinois car cela pourrait priver la Chine de sa profondeur stratégique et renforcer sa crainte traditionnelle d'un encerclement. La Chine s'est abstenue de condamner la Russie pour son invasion d'un État souverain en mettant toute la responsabilité pour cet acte sur le dos de Washington ; le discours a été éprouvé et pourrait être utilisé à nouveau dans le cas d'une éventuelle escalade. Le caractère asymétrique du tandem sino-russe semble

s'accentuer au fur et à mesure que la guerre se prolonge et que la dépendance de la Russie envers la coopération économique avec la Chine s'accroît. Le conflit en Ukraine semble donc éroder les derniers vestiges d'autonomie économique et stratégique que Moscou possédait dans ses relations avec Pékin. En même temps, la guerre en Ukraine a révélé que le partenariat sino-russe est assez résilient et fonctionnel car il repose davantage sur les intérêts stratégiques communs que sur les valeurs partagées, malgré une solidarité idéologique affichée. La réponse de Pékin à la guerre a été entièrement guidée par les considérations pragmatiques visant à préserver ses intérêts nationaux. Malgré la prédominance des communications idéologiques anti-occidentales dans l'espace médiatique, la politique chinoise est basée sur des calculs stratégiques : préserver le partenariat stratégique avec la Russie en évitant toute implication réelle dans la guerre, contrebalancer les États-Unis, s'assurer que la Chine reste intégrée dans l'économie globale et le système international.

Olga V. Alexeeva et Frédéric Lasserre

Notes

- (1) Mara Hvistendahl et Alexey Kovalev, « Hacked Russian files reveal propaganda agreement with China », *The Intercept*, 30 décembre 2022 (<https://rb.gy/obseui>).
- (2) Président de la Russie, « Встреча с Председателем КНР Си Цзиньпином » (« La rencontre avec le président de la RPC Xi Jinping »), *Kremlin.ru*, 15 septembre 2022 (<https://rb.gy/88nzfy>).
- (3) Ministère des Affaires étrangères de la RPC, « Wang Yi s'entretient par téléphone avec le ministre hongrois des Affaires étrangères Péter Szijjártó », 17 juillet 2022 (<https://rb.gy/odj8m0>).
- (4) TASS, « Глава МИД Китая пообещал не «сидеть сложа руки» во время эскалации конфликта на Украине » (« Le ministre des Affaires étrangères de la Chine a promis de ne pas “rester les bras croisés” lors de l'escalade du conflit en Ukraine »), 18 juillet 2022 (<https://rb.gy/0w7oyz>).
- (5) TASS, « Товарооборот России и Китая в 2022 году вырос на 29,3 % » (« Les échanges commerciaux sino-russes ont augmenté en 2022 de 29,3 % »), 13 janvier 2023, (<https://rb.gy/saxjm3>).
- (6) Kong Chyong et al., « Future Options for Russian Gas Exports », Center on Global Energy Policy, 19 janvier 2023 (<https://rb.gy/dxafoo>).
- (7) Vladimir Soldatkin, « Moscow's decades-old gas ties with Europe lie in ruins », *Reuters*, 14 février 2023 (<https://rb.gy/pttcby>).

Ci-dessous :

Carte représentant la frontière entre la Chine et la Russie avec en marron le territoire gagné par la Russie sur la Chine lors du traité d'Aigoun en 1858 et en rouge le territoire gagné par la Russie sur la Chine lors du traité de Pékin en 1860. Le litige autour de ce territoire de Sibérie orientale pourrait obscurcir l'avenir amical des relations sino-russes. Ainsi, le 14 février dernier, le ministère chinois des Ressources naturelles a publié un décret modifiant le nom de certaines villes russes pour des noms chinois, incluant Vladivostok, dont la célébration du 160^e anniversaire en 2020 avait déclenché une vague d'indignation sur les réseaux sociaux chinois qui fulminaient à propos des terres « conquises » par la Russie. (© Library of Congress Geography and Map Division Washington)

